

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette, 95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 9 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société HUTCHINSON - Persan

124 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juillet 2024 dans l'établissement HUTCHINSON implanté au 4, rue de Londres à Persan (95340). L'inspection a été annoncée le 4 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société HUTCHINSON
- 4, rue de Londres, Persan, 95340
- Régime : Autorisation, Statut : Non Seveso, Non IED

L'objet de la visite d'Inspection était de vérifier les suites données par la société HUTCHINSON aux non-conformités constatées lors de la visite du 18 décembre 2023. Suite à cette inspection, une mise en demeure du 26 avril 2024 dont les délais ne sont pas encore échus a été prise. L'inspection du 25 juillet 2024 permet de vérifier l'avancement des points concernés par cette mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	Proposition de surseoir de 3 mois
3	Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article R181-46 II.	Mise en demeure, dépôt de dossier	Proposition de surseoir de 3 mois
4	Rubrique 2661-2b – Dispositions constructives et distances d'éloignement	Dispositions constructives et distances d'éloignement de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000	Sans objet	Aucune, non conformité déjà encadrée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 avril 2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Observations
1	Sécheresse - Bilan après alerte	AP Complémentaire du 08/01/2013, article 6	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que la société HUTCHINSON a engagé les actions utiles afin de se conformer à la mise en demeure du 26 avril 2024 mais qu'à date du présent rapport, les non-conformités ne sont pas encore corrigées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse - Bilan après alerte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2013, article 6
Thème(s) : Autre, Sécheresse - Bilan après alerte
<p>Prescription contrôlée : La société HUTCHINSON tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 3,4,et 5. Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment :</p> <ol style="list-style-type: none">1. les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés ;2. les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise. <p>Ce document de suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats : Nous avons constaté lors de la visite du 18 décembre 2023 que les bilans post-sécheresse de 2022 et 2023 n'avaient pas été réalisés. Il avait en outre été indiqué qu'il paraissait opportun que le bilan de fin de sécheresse soit mentionné aux procédures afin que cette étape ne soit plus omise par l'exploitant.</p> <p>Par mail du 14 mars 2024, la société HUTCHINSON a justifié de la prise en compte des constats formulés lors de l'inspection du 18 décembre 2023.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 4.2.2

Thème(s) : Autre, Plan des réseaux

Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011, article 4.2.2

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositifs permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Lors de la visite d'Inspection précédente du 18 décembre 2023, il avait été constaté que le plan des réseaux de la société HUTCHINSON comportait de nombreuses insuffisances au regard des exigences de l'article 4.2.2 sus-détaillé. La société HUTCHINSON a été mise en demeure le 26 avril 2024 de respecter l'article 4.2.2 sous un délai de 3 mois. Cette mise en demeure notifiée le 30 avril 2024 est échue depuis le 1^{er} août 2024.

Par courriels des 12 juin, 24 juin et 1^{er} août 2024, la société HUTCHINSON a régulièrement informé l'Inspection de l'état d'avancement de ses actions de mise en conformité de son plan des réseaux. Par ces explications, complétées de celles fournies lors de l'inspection du 25 juillet 2024, l'exploitant indique que :

- les mesures correctives ont été entreprises dès l'annonce du constat de non-conformité mais que de nombreuses semaines ont été perdues à tenter de prendre contact avec l'entreprise ayant conçu le plan des réseaux en 2016 avant de trouver une nouvelle société pour mener cette prestation ;
- la nouvelle société en charge de la conception du plan des réseaux a démarré d'une page blanche et a dû procéder par étape, en commençant par le réseau des eaux pluviales avant de terminer par les réseaux d'eaux intérieures aux bâtiments ;
- le plan des réseaux doit être affiné et de nouvelles interventions nécessaires sont programmées pour la partie extérieure (dont la prochaine le 9 août 2024) avant de poursuivre par la partie intérieure des bâtiments ;
- les investigations ont été retardées en raison de réseaux bouchés ou remplis d'eau qu'il a fallu vider ;
- compte-tenu de ce qui précède, les plans des réseaux ne pourront pas être achevés avant octobre-novembre 2024.

L'Inspection constate que l'exploitant met en œuvre les efforts nécessaires à la correction de la mise en conformité mais que certaines difficultés opérationnelles l'empêchent de respecter le délai prescrit par la mise en demeure. L'Inspection propose au Préfet d'accorder un délai supplémentaire de 4 mois à l'exploitant afin de satisfaire cet item de la mise en demeure du 26 avril 2024.

Proposition de suites : Proposition de surseoir jusqu'au 1^{er} décembre 2024 à la mise en demeure du 26 avril 2024

N° 3 : Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, Article R.181-46 II.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats : Suite à la visite d'Inspection du 18 décembre 2023, la société HUTCHINSON a été mise en demeure, par arrêté du 26 avril 2024, de porter à la connaissance du Préfet sous un délai de 4 mois, les modifications apportées à son installation en y apportant tous les éléments d'appréciation permettant d'encadrer les conditions de fonctionnement de l'établissement. Ce porter à connaissance devra entre-autres permettre au Préfet d'encadrer le sujet des effluents aqueux du site.</p> <p>L'exploitant indique que la finalisation du porter à connaissance est dépendante de l'obtention du plan des réseaux évoqué dans la fiche d'inspection précédente et qui permettra de parfaire la connaissance des rejets aqueux de l'établissement.</p> <p>Compte-tenu que le plan des réseaux ne sera pas achevé avant octobre-novembre 2024, nous proposons au Préfet d'accorder un délai supplémentaire de 5 mois afin de permettre à l'exploitant de déposer son porter à connaissance au plus tard au 1^{er} janvier 2025.</p>
Proposition de suites : Proposition de surseoir jusqu'au 1 ^{er} janvier 2025 à la mise en demeure du 26 avril 2024

N° 4 : Rubrique 2661-2b – Vérifications des dispositions constructives et distances d'éloignement

Référence réglementaire : Tableau de classement - Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011
Thème(s) : Risque accidentel
Prescription contrôlée : Dispositions constructives et distances d'éloignement figurant à l'arrêté ministériel applicable du 14 janvier 2000
<p>Constats : Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2011 mentionne que la société HUTCHINSON est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2661-2b de la nomenclature des ICPE (Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)) pour un volume d'activité de 2,6 tonnes par jour. Sur cette base, l'Inspection prévoyait lors de la visite du 25 juillet 2024, de vérifier les dispositions d'éloignement prévues par l'arrêté ministériel applicable du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661.</p> <p>Lors de l'Inspection du 25 juillet 2024, l'exploitant a indiqué ne pas être classable au titre de cette rubrique au regard de son niveau d'activité. Après vérification du niveau d'activité sur site par l'Inspection, il apparaît plausible que l'exploitant ne soit en effet pas soumis à cette rubrique. Les inspecteurs n'ont alors pas procédé au contrôle des dispositions d'éloignement prévues à l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>Non conformité n°1 : Le tableau de classement de l'exploitant n'est pas à jour puisque l'exploitant indique ne pas être soumis à la rubrique 2661-2b. L'exploitant devra prendre les actions correctives qu'appelle cette non-conformité. Considérant que la non-conformité constatée entre dans le champ des modifications d'exploiter non portées à la connaissance du Préfet, l'inspection estime que la mise en demeure du 26 avril 2024 suffit à encadrer la correction de cette non-conformité.</p> <p>Il conviendra que l'exploitant inclut dans son dossier de porter à connaissance de modification (évoqué dans la fiche n°3) cette demande de mise à jour de son classement administratif pour que la rubrique 2661 en soit retirée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Entre dans le champ de la mise en demeure du 26 avril 2024